Madame, Monsieur,

Nous vous sollicitons pour vous exprimer notre profonde inquiétude quant aux difficultés encourues par les associations.

Il n'est plus possible que le monde associatif continue d'être une variable d'ajustement budgétaire des politiques publiques.

Les restrictions budgétaires ne sont pas sans conséquence : elles affectent directement la capacité des associations à répondre aux besoins des populations, notamment les plus vulnérables, tout en limitant leur rôle dans l'animation des territoires, leur capacité d'innovation à construire des réponses adaptées. Au-delà des enjeux financiers, c'est tout un modèle de société qui est remis en question, alors que la transition écologique, la fracture sociale ou encore la revitalisation des territoires les plus fragiles nécessitent des efforts concertés. Affaiblir le monde associatif revient à hypothéquer des solutions souvent innovantes et adaptées aux besoins locaux.

Nous demandons donc l'apport de solutions claires et l'arrêt du court-termisme en :

- Garantissant des financements pluriannuels et lisibles, pour permettre aux associations de planifier et de pérenniser leurs actions ;
- Simplifiant et accélérant les versements des subventions, afin de soulager des trésoreries en tension ;
- Renforçant le dialogue structuré entre l'État et les associations, en reconnaissant leur rôle stratégique dans les politiques publiques ;
- Renforçant les dispositifs qui fonctionnent et qui profitent à un nombre important d'associations tel que Guid'Asso, le Service Civique ou le Dispositif Local d'Accompagnement.

Nous ne doutons pas de votre volonté à faire évoluer cette situation délétère pour le monde associatif.

Et nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de notre parfaite considération.